SIXIÈME ANNÉE, N° 35 — DIX CENTIMES — DU 22 AU 28 DÉCEMBRE 1900

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

DÉCORÉS

Depuis le temps qu'on se moque des décorations, au théâtre, dans les romans, dans les chroniques de journaux, dans les conversations, un peu partout, le nombre des quémandeurs de bouts de rubans n'a pas diminué, et le commerce de la passementerie n'a point périclité.

Il est fréquent de voir des gens, qui n'avaient pas assez de sarcasmes contre les porteurs de décorations, s'exhiber, un beau jour, avec une boutonnière pavoisée et ne plus souffrir la moindre raillerie à ce sujet. Il n'est pas très rare non plus de rencontrer des esprits forts qui consentent à ce qu'on plaisante leur propre ruban, et le plaisantent eux-mêmes, — mais le portent et ne voudraient pas ne pas le porter pour tout au monde.

Combien d'écrivains n'avons-nous pas vus, dont nous disions : Ah! celui-là ne sollicitera jamais d'être décoré! — et qui, quelques années plus tard, étaient décorés comme les autres! Dans leurs livres, ils disaient leur horreur des préjugés, leur amour de l'égalité. C'est un spectacle de tous les jours.

Que des militaires, au contact d'une croix sur leur poitrine, soient bouffis d'orgueil, rien de plus naturel : représentants parmi nous d'antiques mœurs sauvages, plus ils ont sur le corps de choses qui brillent, et plus ils sont contents; c'est leur métier. D'ailleurs, l'honneur de la pendeloque ou du crachat se complète pour eux d'un surcroît de revenus; raison de plus pour y tenir.

Que des fonctionnaires, dont l'existence est toute de hiérarchie, briguent le signe qui grandira leur autorité aux yeux des subalternes, cela se conçoit; cela se conçoit aussi de la part de commerçants et d'industriels, désireux de donner à leur fortune acquise l'approbation de l'Etat, jaloux de faire croire au public et à eux-mêmes qu'ils ont travaillé dans un tout autre but que l'engraissement de leur coffre-fort.

Mais il y a au moins deux classes de gens qui devraient être au-dessus de ces mesquineries, et chez qui l'acceptation (quand ce n'est pas la basse sollicitation) du ruban rouge est un abaissement que nous regardons avec tristesse, presque avec colère : ce sont les savants et les artistes

Eux qui, au rebours des soldats de profession, représentent les meilleures aspirations de l'humanité en marche, ils ne savent pas, pour la plupart, affranchir leurs cerveaux des enfantillages traditionnels; et c'est pitié que de voir une savante comme Clémence Royer, un artiste comme Antoine, éprouver de la joie à s'épingler au corsage ou au veston le bout de chiffon quelconque que leur jette un ministre, un homme qui ne les vaut pas de beaucoup, et se replonger par là dans le tas du troupeau d'où leur labeur et leur talent les avaient tirés.

Tous ces savants et tous ces artistes qui halètent après des rubans, des médailles et des fauteuils académiques, semblent parfaitement inconscients du beau, du grand rôle qu'ils ont à jouer, — qu'ils jouent parfois, en dépit d'eux-mêmes.

Réfléchissons cependant, avant de les condamner, qu'ils vivent, que nous vivons tous, dans un milieu social assis sur l'idée de hiérarchie, que toutes nos façons de sentir et de penser sont pénétrées dès le berceau par cette idée, et ne nous étonnons pas trop si l'état d'esprit de ces hommes est conforme au milieu qui les a pétris et modelés.

Dernièrement, je me trouvai placé, dans un omnibus, en face de deux personnages importants. L'un était un officier, un commandant, maigre et sévère, condensant dans l'implacabilité de sa physionomie et de son regard toute la somme d'autorité indiscutée dont quatre galons sont capables. L'autre était un bambin d'une dizaine d'années, un écolier avec un lourd sac de livres sur les genoux, tout blond et le nez retroussé comme un clown. Ils étaient côte à côte, l'un minuscule, l'autre immense, et sur la mamelle gauche de chacun d'eux pendait une « croix d'honneur ». Je sentis une grande joie m'envahir. Certes, la médaille du petit bonhomme était moins belle que celle de l'officier on voyait qu'elle était en toc; mais comme elle était toute neuve, elle brillait quand même beaucoup. Le petit homme était infiniment drôle à observer : il faisait des efforts visibles pour donner à sa figure et à toute son attitude — d'ordinaire farceuse et extravagante, cela se devinait — la dignité marmoréenne qui convient à un citoyen dont le mérite, enfin reconnu, porte l'auréole de gloire qui le désigne au respect de tous. Quant au commandant, il était raide (comme l'Injustice), très digne lui aussi; seulement, beaucoup plus éloigné de la nature que son jeune voisin, adapté depuis bien plus longtemps à la pose nécessaire, il n'avait pas besoin de grands efforts pour persévérer dans l'attitude seyante à un homme de guerre qui porte le prix de sa valeur étalé sur la poitrine.

Pour gagner ces croix d'honneur, il avait fallu que l'un croisât les bras bien sagement pendant toute une semaine, il avait fallu que l'autre inspectât des paquetages et vérifiât des boutons de guêtres durant de longues années. Et sur le dolman bleu, et sur la blouse noire, la même récompense attestait la même assiduité.

Le coude à coude de ces deux personnages, également solennels, était si instructif et si comique, ils s'expliquaient si bien l'un par l'autre, tout le grotesque de la vanité humaine éclatait là si lumineux, que je dus déplier un journal et me cacher derrière, pour pouvoir rire tout à mon aise.

RENÉ CHAUGHI.

RE-MISE AU POINT

Discutant pour avoir des arguments et non des injures, j'ai pour habitude d'abandonner nl partie lorsque ça menace de tourner aux personnalités.

Je n'aurais donc pas répondu à la machinette que Gohier, en réponse, a publiée dans l'*Aurore*, qui vise à être méchante, mais cache mal, surtout, son dépit, si, dans ma réponse, je n'avais mis, avec intention, une petite pointe de malice pour bien lui démontrer l'absurdité de toujours se poser en victime.

Mes chiffres étaient faux, Gohier ne gagne pas trois cents francs par semaine, cela est fort possible, j'avais pris un chiffre en l'air.

Que Gohier gagne beaucoup ou peu avec sa copie, voilà qui ne prouve rien ni pour, ni contre son talent; ni pour, ni contre sa sincérité. Tant mieux pour lui s'il gagne beaucoup, tant pis s'il gagne peu; cela m'indiffère profondément. Et si Gohier ne nous rasait pas continuellement avec ses sacrifices, avec l'ingratitude du peuple, je ne lui aurais pas poussé cette colle.

Gohier ne tirerait pas un sou de sa copie, Gohier serait forcé de faire le vidangeur afin de gagner l'argent nécessaire à la publication de sa copie, cela ne prouverait que la force de ses convictions, — or, je n'ai jamais mis en doute sa sincérité, — mais n'apporterait pas l'ombre d'un argument en faveur de ce qu'il dit.

*
* *

L'erreur de Gohier provient de cette autre erreur, c'est qu'il croit remplir un sacerdoce, et s'imagine que le fait de parler ou d'écrire est bien au-dessus de rapetasser des savates ou de rétamer des chaudrons et que les travailleurs lui doivent une reconnaissance infinie de ce qu'il daigne prendre leur défense.

Si ça peut le consoler, du reste, je lui apprendrai que, moi aussi, je suis « attaqué » plus d'une fois, par des anarchistes. Lorsque la critique faite me semble en valoir la peine, j'y réponds; mais il est bien évident que, si je voulais répondre à tous, il me faudrait mettre des rallonges aux vingt-quatre heures qui composent la journée, et je suis bien forcé de négliger les objections qui me paraissent moins importantes; aussi faut voir ce que l'on me raconte : « vendu, autoritaire », tout le petit chapelet y passe.

Or, et c'est où je voulais en venir, au cours d'un de ces attrapages, il m'est arrivé d'être traité de parasite par une contradictrice, et cette personne se plaçait absolument au même point de vue que Gohier, tout en prenant le côté opposé.

« Du moment que vous ne produisez pas ma-

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

tériellement », disait-elle, « et que vous ne faites qu'aligner des phrases, les vrais producteurs sont forcés de travailler pour vous nourrir ; vous êtes bien un parasite. »

Bien entendu, je n'accepte pas cette façon de voir de ma contradictrice ; mais il est bien évident que pendant que j'aligne des phrases, d'autres travaillent pour moi. Je crois leur donner en échange ma quote-part de travail, mais si j'allais leur demander de la reconnaissance en plus, ils auraient le droit de me dire : « Que ferais-tu sans nous ? »

Il y a, dans l'état social, échange de services. Ce sont nos petites vanités qui nous font priser notre travail au-dessus de celui du voisin.

*
* *

Si Jean, Jacques ou Tartempion essaient de fournir au peuple des idées, c'est sans doute que la besogne leur plaît mieux, et qu'ils eurent des facilités pour travailler cette matière. En quoi le peuple devrait-il leur en être reconnaissant? Il leur fournit la vie plus ou moins facile. Ils sont quittes.

Je ne veux pas refaire ici la théorie du déterminisme ; mais il est évident que l'on fait une chose parce que certains mobiles — plus puissants que ceux qui vous incitent à ne pas la faire — vous y entraînent.

Dans la lutte pour l'existence, les uns sont entraînés par l'appât du lucre, des jouissances, ils se prostituent à ceux qui peuvent leur en faciliter l'acquisition ; les autres ont, dans la vie, des mobiles plus relevés : l'affirmation d'une vérité, la satisfaction de dire leur ignominie aux puissants du jour, leur procure une jouissance plus douce que d'augmenter leur luxe ; chacun suit sa voie. Où est le sacrifice ?

Les idées valent par elles-mêmes et non par les sacrifices qu'elles engendrent. Les causes les plus mauvaises ont eu leurs martyrs, leurs fanatiques ; cela ne les rendait ni meilleures, ni plus respectables. Habituons-nous donc à discuter des idées et non des personnalités.

*
* *

Le sacrifice, le dévouement, les services rendus, laissons donc cela aux candidats et aux politiciens qui savent si bien en jouer, et nous ont dégoûtés pour toujours des individus qui se « sacrifient ».

Le peuple n'est pas tenu d'acecpter des idées parce que ceux qui les lui apportent sont capables de se sacrifier. Le peuple doit peser, juger, comparer les arguments qu'on lui apporte ; accepter ceux qu'il juge convaincants, repousser ceux qui ne le satisfont pas, quels que soient le sacrifice et le dévouement qu'auraient pu déployer, pour les lui faire parvenir, ceux qui les lui apportent. Ce n'est déjà plus du sacrifice que d'en réclamer la récompense.

C'est par l'injustice sociale que les travailleurs ont une mentalité qui leur fait accepter des idées toutes faites. Notre travail c'est de les amener à réfléchir par eux-mêmes, à apprendre à se passer des remueurs d'idées.

Et lorsque Gohier aura enfin acquis cette conception saine des choses, il sera moins fagot d'épines, et aura des plaintes moins amères sur la prétendue ingratitude du peuple.

Et pour finir je ne lui donnerai plus que cette dernière image qui m'est fournie par un camarade.

S'il y a, au monde, un modèle de sacrifice absolu, c'est bien celui de Jésus-Christ. — Histoire ou légende, je ne discute pas cela. — Or, nous souffrons de son sacrifice depuis près de deux mille ans et ne parvenons pas à nous débarrasser de la vermine qui nous fait peser son exploitation en souvenir de ce sacrifice.

Et cela me ramène au personnage de la *Clairière* brisant, dans une dispute, le buste du « bienfaiteur » : « Dire que c'est la faute à ce cochon-là si tout cela arrive ! »

« Protégeons-nous de ceux qui se sacrifient pour nous autant que de nos ennemis. »

J. Grave.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Politique. — Voilà l'affaire Dreyfus qui recommence. Comme l'ombre de Banquo, le spectre du crime de 1894 — ou plutôt de l'un des crimes de 1894 — se dresse de temps à autre aux yeux des criminels. Ce spectre, spectre bourgeois et cossu, à l'encontre d'autres moins bien partagés qui demeurent définitivement enterrés, a les moyens de se payer ces fréquentes promenades. Sa dernière apparition, qui a presque l'air d'une résurrection, met en mauvaise posture non seulement Méline, notre petit père la Famine, mais encore le brillant et émaillé ministère de défense républicaine. C'est curieux comme la plupart de ces gouvernants, réputés habiles dans leur milieu, sont ignorants des premiers éléments de leur métier. Les voilà qui s'embarrassent de cette question d'amnistie et d'un amendement proposant d'excepter de l'amnistie les coupables de faux, faux témoignage, de trahison, de forfaiture, c'est-à-dire les machinateurs des deux condamnations de Dreyfus. Le gouvernement déclare s'opposer à cette exception. Quelle maladresse! Combien plus habile il était de se donner des airs d'honnêtes gouvernants (!) en semblant se rallier à cet amendement, quitte, ensuite, à laisser, par inertie, la prescription couvrir ces crimes que, pour la galerie, on eût flétris en principe.

La politique est l'art de paraître avoir la meilleure volonté de bien faire tout en faisant le mal, en le laissant faire, ou en le laissant impuni.

*
* *

Persécutions. — Non contents de persécuter les anarchistes, les policiers, mis en goût et encouragés par la tacite approbation de la population, s'en prennent maintenant aux habitués des Universités populaires, qu'ils font l'objet d'un espionnage analogue à celui dont sont victimes les anarchistes.

Il me semble que les policiers auraient, eux aussi, besoin d'apprendre leur métier. Tant qu'ils rendaient la vie impossible à ceux qui pensent que l'humanité ne sera heureuse que quand elle se sera débarrassée de l'autorité et de la propriété, tout était bien ; nul — sauf les intéressés — ne protestait, Mais voilà qu'ils attaquent de dociles disciples de professeurs haut cotés dans la bourgeoisie. Gare! Il pourrait leur en cuire.

Qu'ils songent à l'exemple de Dreyfus, riche bourgeois et officier, dont la condamnation injuste révolta l'opinion publique du monde entier, alors que des millions d'iniquités, aussi ou plus graves, passent inaperçues parce que leurs victimes sont de pauvres diables.

Il est vrai qu'ils ont pour les encourager l'exemple de l'Espagne, où il suffit d'être libre penseur pour être passible des tortures en usage à Montjuich. Car nous devenons Espagnols. Il n'y a plus de Pyrénées! Viva la Reina !

*
* *

Moralisation. — Le maire de Buhulien, près Lannion, personnage bien pensant, clérical et réactionnaire, ennemi des « écoles sans Dieu », se charge lui-même de moraliser le peuple. Dans cette intention, il a eu l'ingénieuse et édifiante idée d'instituer dans sa commune des « courses d'ivrognes ». C'est là tout ce que son christianisme a su lui inspirer pour élever le niveau moral de ses concitoyens.

« Boire sans comprendre! » Tel est l'idéal que ces bons apôtres voudraient inculquer au peuple.

André Girard.

*
* *

Militarisme. — Un territorial, étonné de ne pas avoir été convoqué, se rend néanmoins à la caserne, comme un bon citoyen. Là, on ne veut pas de lui, on ne le connaît pas. Alors il rentre chez lui où, huit jours après, les gendarmes viennent l'arrêter comme réfractaire. Au bout de plusieurs jours, on le relâche, et, en rentrant chez lui, il trouve son mobilier vendu par sa propriétaire. — Un autre réserviste, père de quatre enfants, qu'on avait également oublié de convoquer, ne voyant rien venir, va s'informer à la gendarmerie. On lui répond qu'il est porté comme insoumis, on l'arrête malgré ses protestations et on le fourre en prison.

Au 120e de ligne, un sergent donne un coup de poing à un soldat, parce qu'il manœuvre mal.

Un jeune gentilhomme, M. le marquis de R..., rêvait galons, épée, panache. Rude patriote ! Il se présenta deux fois à Saint-Cyr, et deux fois fut recalé. Ayant atteint la limite d'âge, il lui fallait faire son service comme simple soldat. Du reste, il n'avait qu'un an à faire, étant fils de veuve, et sa qualité de marquis lui assurait d'avance les câlineries de tous les gradés. Oui, mais plus de galons, plus d'épée, plus de panache. Ce rude patriote mit la frontière entre la caserne et lui.

Lorsqu'un du peuple, pénétré d'un haut idéal moral, ou simplement conscient de son intérêt d'homme opprimé, déserte l'immonde métier de massacreur, on le couvre d'opprobre. Quand un aristocrate s'enfuit, par dépit de n'être pas « seigneur officier », ceux de son parti l'excusent par cette raison bien tardive « qu'il ne voulait pas servir la République »!

Jamais un beau sentiment ne guide ces gens-là, dans leurs actes même les plus louables en apparence. Quand ils se font officiers, c'est par haine du peuple; et quand ils désertent, c'est encore par haine du peuple.

*
* *

Tribunaux. — Le 7 décembre, le tribunal correctionnel de Chalon jugeait, pour délit de rébellion, les camarades Broutchoux, Barry, Panay, Barbier, et Mme Beurjot, de Montceau-les-Mines. Un arrêté d'expulsion avait été pris par le préfet contre Broutchoux, qui l'ignorait, du reste. Le 24 octobre, deux gendarmes aperçoivent Broutchoux dans la rue du Nord, à Montceau, et, s'approchant de lui, lui déclarent qu'ils ont l'ordre de l'arrêter. « Montrez-moi le mandat d'arrêt, et je vous suis », répond Broutchoux. En guise de réponse, les gendarmes lui saisissent les bras et lui passent le cabriolet. Se jugeant arrêté illégalement, Broutchoux résiste, se dégage, avec l'aide de Barry, de Panay et de Barbier, présents à la scène, et s'échappe. Il fut arrêté quelque temps après, à la caserne où on l'avait appelé, « le trouvant bon pour défendre la patrie qui ne lui a fait que du mal », comme il dit lui même aux juges. Il a, dit le journal local où je prends ces détails, deux grands yeux très expressifs, il s'exprime bien et clairement. Le président lui dit qu'il n'avait qu'à suivre les gendarmes, lesquels lui auraient donné ensuite toutes les explications demandées. Ce qui revient à dire qu'il faut se laisser arrêter illégalement.

Au début de l'audience, le défenseur de Broutchoux avait demandé au tribunal de surseoir aux débats jusqu'au vote de la loi sur l'amnistie; M. Canaque, procureur, s'y était opposé, et le tribunal, se rangeant à l'avis de M. Canaque, avait repoussé le sursis. Quand il s'agit des aigrefins de l'état-major, tous les tribunaux de France invoquent l'amnistie ; quand il s'agit d'anarchistes, ils veulent juger tout de suite. Cela vaut mieux ainsi : il ne serait guère honorable pour des anarchistes d'être traités de la même façon qu'un général Mercier.

Broutchoux et Barry sont condamnés à quatre mois de prison, Panay et Barbier à deux mois et aux dépens; Mme Beurjot à huit jours avec sursis. Le crime de cette dernière était d'avoir crié (ce qu'elle nie) : « Ces cochons de gendarmes arrêtent bien des enfants, mais n'arrêtent pas les assassins! »

Broutchoux étant soldat, à sa sortie de prison, c'est Biribi qui l'attend... En sortira-t-il jamais?

R. Ch.

*
* *

Mouvement ouvrier. — Les journaux du socialisme ministériel ont battu la caisse ces jours derniers autour de la venue de Millerand à une réunion de la Bourse du travail. Organisée par les syndicats des ouvriers des postes, cette fête était à peu près le contraire d'une véritable fête (!) ouvrière. Ces malheureux recevaient en réalité leur patron, celui de qui dépend leur existence. Malheur à celui qui aurait osé élever la voix et discuter les mérites du ministre socialiste qui donna son approbation aux assassinats des travailleurs de Chalon-sur-Saône.

Toutefois, pour venir à la Bourse du travail de Paris, Millerand avait fait mobiliser le ban et l'arrière-ban de tous les aimables sinécuristes qu'il entretient dans le bâtiment municipal. Ceux-ci avaient amené de leur côté tous les larbins qui espèrent récolter quelques miettes de la table ministérielle. Si l'on tient compte qu'à part

cela la réunion avait été tenue secrète, ou à peu près, l'on comprend alors pourquoi Millerand n'a pas été sifflé d'importance dimanche dernier par les travailleurs parisiens.

*
* *

De la *Voix du Peuple* j'extrais ces intéressants renseignements. Huit grandes aciéries, pour un capital souscrit de 118 millions, ont fait en une seule année 37 millions 1/2 de bénéfices, soit le tiers environ du capital. Si l'on songe à quel travail de galériens sont astreints, les malheureux qui travaillent dans ces usines et les salaires dérisoires qu'ils reçoivent, l'on conviendra que vraiment Messieurs les usiniers ont la partie belle et l'on ne peut que souhaiter de voir les travailleurs s'emparer au plus vite des machines qu'ils actionnent au détriment de leur santé et pour le plus grand bénéfice des détenteurs du capital.

*
* *

La grève des cochers de la Compagnie des Petites Voitures de Paris s'est terminée par un échec plus que complet. Sur l'ordre du nommé Bixio, directeur de son métier, 200 cochers ont été remerciés.

Cet échec a mis en goût le directeur de la Compagnie l'Urbaine qui refuse à son tour d'appliquer à ses cochers les conditions qu'il leur avait faites il y a six mois : 2.000 cochers sont à nouveau en grève de ce fait.

A Saint-Etienne, la grève des employés de tramways continue. Devant la menace des grévistes de s'opposer par tous les moyens à la sortie des voitures, le maire a dû maintenir son arrêté d'interdiction. Une importante réunion a eu lieu dimanche dernier, et il est probable que la compagnie — une fois n'est pas coutume — sera appelée à capituler.

A Saint-Eloy, la grève des mineurs que je signalais l'autre jour est toujours au même point. Les grévistes n'ont pas osé exécuter leur menace de ne pas fournir d'hommes pour actionner les pompes. Dans ces conditions, la compagnie peut attendre. Toutefois la situation semble grave et la grève menace de s'étendre à d'autres concessions minières de l'Allier, à Dayet, Bezenet, Commentry, Ferrières. Déjà un escadron de chasseurs est sur les lieux, et un autre prêt à partir. La « grande muette » se dispose à parler. Le François et Chalon ne suffisent pas au ministère de « défense républicaine ».

A Calais, la grève des tullistes continue. Les grévistes sont fortement soutenus par leurs confrères anglais. Des entrevues avec les ministres, des propositions d'arbitrage, etc., n'ont pas fait avancer la question d'un pas.

P. Delesalle.

Italie.

Foggia. — J'ai parcouru, à la hâte, les différents discours et articles, sur la situation actuelle de l'Italie, des hommes politiques italiens auxquels on attribue une haute importance. Les députés Sonnino, Giolitti, Prinetti, Guy Baccelli, le sénateur Nobili-Vitelleschi et d'autres ont trahi leur désappointement de ne pas voir le ministère Saracco se mettre sur la voie de la réaction la plus féroce. Ils ont bien dit que leur désir était celui du roi, qui à son avènement au trône fit comprendre, paraît-il, qu'il ne voulait pas entendre parler de lois nouvelles pour s'opposer à l'action des *subversifs ;* mais ces Messieurs auraient manqué à leur devoir de courtisans, s'ils n'avaient manifesté, par des détours de phrases, leur mécontentement contre le ministre Saracco qui se montre moins réactionnaire qu'eux. Remarquons seulement que, quand un homme a été au râtelier gouvernemental, il profite de toutes les occasions pour y revenir.

D'ailleurs, Saracco lui-même, dans sa relation au roi, lors de l'ouverture du Parlement, paraît s'occuper peu de ses concurrents : il ne s'occupe pas même de l'Italie, car sa relation ne contient que des sottises séniles. Il y traite vaguement d'une infinité de réformes, pour lesquelles il aurait besoin, sans exagération, d'une cinquantaine d'années. Parmi ces sottises, il y a la promesse catégorique de l'abolition du *domicilio coatto* : il y substitue la relégation et la déportation : ce n'est pas mal. Il prépare encore, toujours pour les anarchistes, les *lois scélérates* de votre république. C'est tout ce qu'il y a de compréhensible dans la relation Saracco.

Mais, en dépit d'avoir écouté les conseils des réactionnaires les plus abrutis, ceux-ci se refusent à appuyer son ministère. A la Chambre manque désormais la démarcation des partis. Il n'y a que des groupes guidés par Sonnino, Baccelli, Crispi, Giolitti, etc., qui, tous, veulent devenir non pas seulement ministres, mais premiers ministres. L'ambition domine souveraine, les hommes politiques *éminents* montrent l'impudence des entremetteurs les plus lâches.

Les socialistes dans cette confusion croient voir leur triomphe, parce que la Chambre a voté l'abolition des tribunaux militaires; ils ne s'aperçoivent pas que ce vote-là est dû uniquement à de mesquines questions personnelles, et que, du reste, une abolition telle que celle-là ne signifie aucune réduction dans le bilan de l'armée.

Il faut reconnaître pourtant une victoire des socialistes hors de l'action parlementaire. A Naples, la camorra prédominait dans tous les bureaux publics en commettant des prévarications incroyables. Le député Albert Casale était le chef de cet assemblage de tripoteurs. Il vendait les placés de l'administration municipale. Les prix étaient mis à l'enchère par tous les brigands de Casale, qui imposait sa volonté au maire, aux assesseurs, aux conseillers, en menaçant tout le monde de sa colère de chef camorriste. Or, la *Propaganda*, journal socialiste napolitain, a découvert et publié toutes ces infamies. Casale s'est querellé, pour diffamation, contre la *Propaganda*. Un procès a eu lieu. Tous les faits indiqués par le journal socialiste ont été prouvés par des personnes très respectables. La *Propaganda* a été acquittée. Casale a été obligé de présenter sa démission de député au Parlement. Le scandale a provoqué, de la part du gouvernement, la dissolution du conseil municipal et l'envoi d'une commission d'enquête pour établir les responsabilités dans cette belle affaire. Mais vous verrez que l'on n'en fera rien.

Un autre fait napolitain, auquel les citoyens ont pris un grand intérêt, a été la mort d'un enfant de douze ans causée par le maréchal de police Ferrara. Ce monsieur arrêta un enfant nommé Picardi et voulut le forcer à déclarer sa culpabilité dans un petit vol. Il le battit fortement, le tortura, le fit mourir. Un procès a été intenté contre lui. Notez que le pauvre Picardi était tout à fait innocent du vol, car le tribunal a acquitté ses complices et rendu hommage à sa mémoire.

Roberto d'Angiò.

Chine.

Lettre d'un soldat français :

« Nous sommes à Pékin depuis le 26 août et nous y tenons garnison depuis. Je ne m'étendrai pas sur toutes les saletés, les vols, les pillages, les..., etc., etc., commis devant moi. Cela m'a trop écœuré. Il y aura bien des gens qui rentreront avec une fortune. Si c'est une consolation, je te dirai que ce n'est pas encore l'armée qui a le plus rabioté là-dessus. Ce sont les *missionnaires* qui ont acheté à vil prix le produit des vols de nos soldats. Ah ! ils ont dû faire de bonnes affaires, ces détachés des *biens terrestres!* Allons, n'en disons pas trop de mal. J'étais de garde chez eux, avant-hier ; je suis allé à leur réfectoire et je me suis fichu le meilleur fond que j'aie pris depuis la France. Ils ont un vin de Bourgogne rudement appréciable, surtout à Pékin.

Du *Morning Post* :

... Le pillage avait déjà commencé. Tous, indistinctement, semblaient s'employer de tout leur cœur à cette portion de l'œuvre de guerre. Tous les Chinois étaient des ennemis, les amis comme les autres. Des officiers se chargèrent de régulariser l'affaire. Jour après jour, des charretées de butin étaient apportées dans les légations sous escorte officielle. Les « prises » étaient vendues aux enchères et le plus souvent les sommes réalisées étaient partagées entre les soldats et les officiers. Les Japonais eurent certainement le meilleur lot, ayant capturé tout l'argent du bureau des finances. Les Français ont tout pris dans le palais du prince Li, le plus riche de tous les princes héréditaires. Mais les Russes se sont trouvés plus riches par leur occupation du palais d'Eté.

De la *Westminster Gazette* :

Il est vrai que plusieurs des puissances, en particulier la Grande-Bretagne et l'Amérique, ont officiellement condamné le pillage en défendant à leurs troupes de rien prendre à un Chinois sans payer. Mais ces ordres sont faciles à tourner et sans effet dans la pratique.

Maintenant tout est acheté et l'on a des reçus. Mais voici comment. Quand un soldat ou un officier découvrent un Chinois portant un objet qui leur plaît, ils donnent au Chinois une pièce de monnaie et le convainquent par la rigueur d'apposer sa signature au bas d'un reçu qui est tout préparé. Le Chinois se soumet, non qu'il y trouve son plaisir, mais parce que l'expérience lui a démontré que c'est infiniment plus sage.

Il y a quelques jours, un officier bien connu a regagné son quartier avec une broderie de large dimension et de finesse exquise, deux manteaux de fourrure et des pierres précieuses. Il avait payé le tout vingt-cinq centimes.

— Comment diable avez-vous fait ? lui demanda-t-on.

— Comment j'ai fait ? Ce n'est pas difficile ; j'ai donné vingt-cinq centimes au propriétaire et je lui ai offert, en outre, une occasion de faire connaissance de très près avec le canon de mon revolver.

Le secrétaire d'une des légations a plusieurs fois fait pénétrer ses amis dans le palais impérial pour qu'ils y puissent piller. Un autre gentleman a sa maison pleine de trésors d'une valeur inappréciable, et pourtant il n'a pas de fortune personnelle.

Un haut fonctionnaire consulaire, appartenant à l'une des puissances, a ouvertement emprunté d'importantes sommes d'argent afin d'acheter aux soldats, pour un dixième de leur valeur, les *sycee* d'argent provenant des pillages, Il revend à bon prix. Cette opération lui est facilitée par sa position officielle. Ce fonctionnaire a gagné 125.000 francs à ses transactions, mais il a aussi traîné dans la boue la réputation du pays qui l'a envoyé en Chine pour maintenir son honneur et sa bonne renommée.

Moins de cinq minutes après l'arrivée des troupes étrangères à Pékin, trois dames quittèrent en toute hâte leurs légations respectives et firent la course entre elles à qui arriverait la première à un certain magasin de la rue des Légations qu'elles avaient fréquenté à une époque moins troublée et qui regorgeait de coupons de soie et de satin. Dix minutes plus tard, elles revenaient, avec un sourire triomphant sur les lèvres et les bras chargés de broderies et de tapisseries anciennes.

République Argentine.

Buenos-Ayres. — Il y a lieu d'être satisfait du mouvement anarchiste dans l'Argentine. L'activité des propagandistes ne se ralentit pas un seul instant.

Des camarades ont résolu d'édifier une Maison du Peuple. A cet effet, une société anonyme par actions de 10 nationales a été fondée. Elle vient de lancer un manifeste aux libertaires, pour expliquer le côté financier de l'entreprise et le but à atteindre comme propagande. Le capital de la Société sera de 30.000 nationales.

A Bahia Blanca, où il y avait quelques anarchistes seulement en 94, ce n'est plus un projet d'édification. Des camarades : maçons, peintres, charpentiers ayant offert spontanément et gratuitement leur concours, la *Casa del Pueblo* est commencée depuis plusieurs semaines. De toutes parts, c'est la même activité.

En vue de simplifier la besogne et de donner plus de développement à leurs publications, les revues *Los Tiempos Nuevos* et *El Sol* viennent de fusionner. A côté de son caractère batailleur que saura lui conserver le compagnon Ghiraldo, il sera réservé une large place à la partie sociologique dont se chargera plus spécialement le compagnon Bastera, rédacteur de *Los Tiempos Nuevos*.

Si l'appui et la coopération des camarades ne fait pas défaut, Ghiraldo et Bastera ont l'intention d'augmenter leur revue jusqu'à 64 pages.

La Protesta Humana paraît maintenant tous les samedis. Le dernier numéro est sorti avec un excédent dans les recettes de 112 nationales. C'est un fait que nous n'avons jamais eu le plaisir de constater avec les périodiques français.

Ce mois-ci, la bibliothèque « La Protesta Humana » va faire paraître un premier volume de propagande antimilitariste.

Un groupe de Barracas al Norte (faubourg de B.-A.) va éditer *La Société mourante*, de Grave, traduction italienne du compagnon Ciancabilla.

Et, constatations rassurantes, un courant nettement antipolitique se manifeste de toutes parts. Des groupes, la plupart des syndicats ayant compris le rôle néfaste des politiciens, ne comptent que sur eux-mêmes et formulent par des journaux, des brochures, des manifestes, leurs revendications. Les boulangers, les marbriers ont leur organe.

Enfin l'idée marche ; elle fait tache d'huile, dans ces pays sud-américains où la voix de l'anarchie se fit entendre pour la première fois, il y a quinze ans à peine.

A Lima (Pérou) paraît *La Idea Libre*, journal à grand format qui, avec un accent révolutionnaire, clame fortement contre le régime capitaliste.

A Santa-Fé, plusieurs compagnons furent arrêtés dernièrement pour avoir publié un manifeste contre

la clique cléricale. Coût: 50 nationales d'amende à chacun des camarades arrêtés. Tracasseries et profit vont toujours de pair pour les gouvernants dans tous les pays du monde. Nos amis répondirent à cette infamie par un nouveau manifeste qui fut distribué à profusion dans la ville et ses environs.

Il serait long d'énumérer les publications: revues, journaux, brochures, manifestes, qui sortent de tous côtés, au hasard de la situation et des moyens, attaquant les préjugés religieux, politiques et économiques.

C'est la décentralisation appliquée à la propagande. Cette méthode indispensable au succès des révoltes futures, qui a pour résultat de développer l'initiative, de faire de chacun une personnalité agissant par ses propres forces, d'entretenir l'activité, l'agitation, de répandre avec fruit et rapidité nos idées, en rendant plus difficiles les persécutions imbéciles des gouvernants.

Malgré les résultats peu satisfaisants obtenus dans les différentes tentatives de colonisation libertaire, le désir de se soustraire à notre belle société est tellement grand, que nombreux sont ceux qui désirent s'en éloigner afin de vivre leur vie.

A cet effet, plusieurs compagnons de Santa-Fé ont décidé de fonder une « Clairière ». Le camarade Zanetti est parti pour la province de San Juan en vue de choisir l'emplacement. Un compagnon est disposé à faire l'avance de l'argent nécessaire à l'achat du terrain, des outils, etc. Les colons auront six ans pour rembourser cet argent qui leur sera prêté sans intérêt. En outre de cela, les compagnons qui voudront faire partie de cette colonie devront posséder 200 nationales, soit 400 à 450 fr. environ, indispensables à la construction de leur case et aux frais d'alimentation avant la première récolte.

Pour tous renseignements, s'adresser au compagnon Domigo Pergolis, calle San Nicolas, 278, à Rosario de Santa-Fé (Rép. Argentine). A. S.

Etats-Unis.

La grève des mineurs en Pensylvanie. — Les patrons ayant offert une augmentation de 10 0/0 sur les salaires, les mineurs furent invités par le comité central de leur union (*United Mine Workers of America*) à élire des délégués et à les envoyer à Scranton pour se consulter au sujet de cette proposition. Les délégués (au nombre de 857) se réunirent donc le 12 octobre à Scranton et, après trois réunions, le congrès décida d'accepter l'offre des compagnies, sous condition que cette augmentation de 10 0/0 durera au moins six mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er avril. Quant aux autres questions pendantes, le congrès en renvoya la solution aux calendes grecques en décidant qu'elles seront discutées entre patrons et ouvriers après la reprise du travail.

Le congrès dissous, les mineurs se mirent à attendre plus ou moins patiemment (il y eut des coups et de la casse, pas beaucoup d'ailleurs) la décision des compagnies. L'une d'elles, la plus considérable, la *Philadelphia and Reading Coal and Iron Co*, accepta immédiatement la correction demandée par les mineurs, mais les autres y mirent davantage de temps, elles finirent par se soumettre elles aussi, et à l'heure qu'il est la fin de la grève a été officiellement déclarée dans la presque totalité des mines.

Ainsi cette grève gigantesque est terminée et demain (1er novembre) l'activité renaîtra dans la région après six semaines d'oisiveté. Elle se termine par une victoire médiocre, car les mineurs ne gagnent que 10 0/0 d'augmentation de paye et des promesses dont on peut aisément prévoir la valeur. Le prix de cette victoire : six semaines d'oisiveté pour 150.000 mineurs, six semaines de privations pour une population ouvrière d'au moins 700.000 personnes, trois tués et une vingtaine de blessés dans les rencontres avec la police et la troupe, dont la conduite par rapport aux grévistes ne différait pas de la conduite habituelle de vos pandores et de vos petits troupiers.

Les pertes des compagnies sont énormes aussi, mais ça nous regarde aussi peu que les pertes de la police en morts et blessés. Zaporijetz.

AUX LECTEURS DE GENÈVE

On nous apprend que l'Agence fait vendre les *Temps Nouveaux* 0 fr. 15. Nous les prévenons qu'ils trouveront le journal au prix de 0 fr. 10 chez le marchand de journaux, 68, route de Carouge (Plainpalais).

CORRESPONDANCES ET COMMUNICATIONS

On nous prie d'annoncer que *Le Libertaire* ne paraîtra pas cette semaine faute d'argent.

Union Syndicale des ouvriers du bronze, Bourse centrale du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (3e étage, bureau 5).

Camarades,

Le conseil syndical vous informe qu'à partir du 3 janvier 1901, une Bibliothèque de philosophie sociale sera à la disposition de tous les ouvriers syndiqués de l'Union du Bronze.

Constituée avec les bénéfices réalisés à la dernière fête familiale, cette Bibliothèque n'est encore qu'à l'état d'embryon. Peu à peu, au fur et à mesure, elle se complétera.

Il vous appartient, camarades, de comprendre la portée de l'œuvre que nous entreprenons.

Nous pensons, à l'heure où le nombre des sans-travail augmente dans des proportions effrayantes, au moment où les conflits entre le capital et le travail deviennent de plus en plus nombreux, qu'il y a utilité indispensable pour le prolétariat de prendre conscience de sa force.

Et cette force ne pourra s'acquérir que par une éducation rationnelle basée sur la libre contradiction de tous les systèmes sociaux.

La vie humaine a d'autres ambitions, d'autres satisfactions que celles avilissantes et dégradantes du cabaret.

Pour préparer la société de l'avenir, il faudra des hommes conscients de leurs droits. Les ouvrages qui composent votre Bibliothèque ont été choisis dans ce but.

Nous voulons, en ouvrant cette bibliothèque, habituer les travailleurs à penser et à réfléchir par eux-mêmes, aux lieu et place de cette prétendue nourriture intellectuelle que nous offre le journalisme contemporain.

Nous vous engageons à étudier les ouvrages de tous les penseurs qui ont frayé à l'humanité la voie du progrès, dans laquelle nous continuons à marcher.

A côté de l'action quelque peu négative du Syndicat, nous élevons comme complément la besogne organique nécessaire. Nous formons ainsi dès maintenant un foyer d'éducation sociale qui ira en prospérant.

A vous tous, syndiqués, de venir puiser dans notre bibliothèque qui vous procurera les joies intenses que donne le savoir.

Œuvre de tous, elle compte sur votre appui moral pour parfaire ce que votre Syndicat a commencé.

L'Enseignement mutuel, 41, rue de la Chapelle, à 8 h. 1/2 :

Samedi 22. — Tarbouriech, professeur au Collège libre des Sciences sociales : La Démocratie suisse.

Lundi 24. — Georges : La Théorie de l'individualisme d'après Max Stirner.

Mercredi 26. — Hubert Lagardelle, directeur du *Mouvement socialiste* : Le Socialisme en Allemagne.

Samedi 29. — Soirée musicale et littéraire.

La Bibliothèque et le jardin sont ouverts le dimanche à partir de 2 h. 1/2.

L'Education sociale de Montmartre (Université populaire), 3 et 5, rue Jules-Joy (18e arr.), à 8 h. 1/2 :

Samedi 22. — M. Rouanet, député : Du rôle politique de l'argent dans la société antique, le moyen âge et les temps modernes.

Lundi 24. — Cours de sténographie, par M. Chéron.

Jeudi 27. — M. Alphandéry, licencié ès lettres : La Démocratie à travers les âges. — 4° Les marchands d'Italie.

Vendredi 28. — Cours de photographie, par M. Honoré.

Groupe de la Jeunesse libertaire de la Belle-de-Mai. — Samedi 22 décembre, grande soirée familiale, à la Brasserie du Muy, 61, boulevard National (*salle du fond*). Concert; causerie par un camarade. La réunion étant privée, il sera perçu un droit de vestiaire obligatoire de 25 centimes.

Samedi 29 décembre, causerie scientifique sur la fécondité et la stérilité, par un camarade. Droit de vestiaire : 15 centimes.

Les camarades de la Belle-de-Mai et environs se réunissent tous les jeudis, samedis et dimanches à la Brasserie du Muy, boulevard National, 61, *salle du premier*. Entrée impasse Honorat.

Groupe des Penseurs Libres. — Samedi 22 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, salle Azam, conférence publique et contradictoire par le camarade Léo Sivasty.

Dimanche 23 septembre, à 9 heures du matin, café de la Bourse, allées Paul Riquet, ouverture du Congrès libertaire régional. Discussion sur les moyens de propagande et sur un projet d'entente.

A 2 heures après midi, salle Azam, suite du Congrès.

Bibliothèque d'éducation libertaire, 26, rue Titon (Faubourg Antoine), Paris. — A 8 h. 1/4 du soir:

Samedi 22 décembre. — Léopold Lacour : Le contrat social et l'individu.

Lundi 24. — Les moyens de propagande (rapports du Congrès). Essais de réalisations pratiques.

Mercredi 26. — A. Bloch : Histoire de la philosophie. V. Les stoïciens, les épicuriens et les stoïques.

Samedi 29. — Paul Delesalle : Les Congrès ouvriers de 1900.

Mardi 25 et jeudi 27, le salon de lecture sera ouvert de 8 h. 1/4 à 10 heures pour la lecture sur place.

Quatre-Chemins, Pantin, Aubervilliers. — Samedi 22 courant, salle Brigaldino, 107, rue du Vivier, grande réunion syndicale des ouvriers métallurgistes de la région, à 8 h. 1/2 du soir.

Dimanche, même salle, à 2 heures, conférence par Dubois-Desaulle, ancien camisard. Les camarades anarchistes sont priés d'être là de bonne heure pour communication importante.

Marseillan. — Malgré les embûches des policiers socialistes et réactionnaires, nous sommes parvenus à fonder dans notre localité un groupe intitulé *Germinal*.

Nous faisons appel à tous les camarades.

Adresser toutes les communications à Georges Laporte, secrétaire du groupe, rue La Fayette, n° 7.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

La Propriété foncière en Belgique, par Vandervelde; 1 vol., 10 francs, chez Schleicher, 15, rue des Saints-Pères.

Contes et nouvelles, par Rachilde; 1 vol., 3 fr. 50, au *Mercure*, 15, rue de l'Echaudé.

A lire :

Une délinquante, par A. France, *Le Figaro*, 12 décembre.

Pour un sou, G. Clemenceau, *La Dépêche*, 8 décembre.

PETITE CORRESPONDANCE

J. C., à Dison. — Il a déjà les journaux proposés.

H. L. — Pour avancer ces faits-là, il faut les preuves.

H. J., à Namur. — Avez-vous reçu les numéros demandés ? — Pour les autres questions, je ne sais pas. Je ne les vois pas.

Le comp. Be n est prié de nous donner de ses nouvelles, pour i ommunication à lui faire.

J. L., à Mont-sur-Marchiennes. — Bien reçu. Oubli, en effet.

P., à la Chapelle-Herlaumont. — C'est 1 fr. 20 de redû, à cause du changement de prix de la brochure *L'Anarchie*.

Reçu pour les détenus : Papillon, vers. mens 1 fr. 05. — Hanriot, 2 fr. — Lefrançais, 5 fr. — Erreur dans la liste au n° 33. La souscription G. A. de Fressenneville était de 5 fr. et non de 2 fr. : 3 fr. — A. D., 1 fr. — P. G., à Rochefort, 5 fr. — N., à La Tremblade, 1 fr. 05. — Total : 18 fr. 10. — Listes précédentes : 92 fr. 10. — Total général : 110 fr. 20.

Reçu pour le journal : B. T., à Patras, 1 fr. 50. — Un jeune anarchiste, 0 fr. 50. — G., à Paris, 5 fr. — Collecte faite à Liège par des lecteurs du *Réveil des Travailleurs*, 8 fr. Merci à tous.

W., à Lausanne. — G., à Montceau-les-Mines. — G., à Lavilleneuve. — L., à Dijon. — R., à Entraygues. — D., à Verviers. — Reçu timbres et mandats.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, RUE BLEUE, 7.